Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 133 (1988)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344869

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Rue de la Paix? Impasse de la Paix? A leurs stades divers, les conflits armés qui cherchent actuellement leur issue montrent qu'il n'est guère plus simple de sortir d'une guerre que d'y entrer.

Le plus avancé dans la chronologie du règlement diplomatique est celui d'Afghanistan, dont il faut bien constater que, sur le terrain, il n'a pas changé de nature et guère diminué d'intensité. La Résistance nationale déclare et manifeste sa volonté de ne pas cesser le combat tant qu'il y aura un soldat soviétique sur le sol afghan et un pouvoir communiste à Kaboul; l'URSS a officiellement retiré, à la date du 15 août, la moitié de ses effectifs, réduction quantitative qui n'implique pas une réduction qualitative de même ampleur. Le fait est que, alors même que l'armée rouge évacue spectaculairement des villes importantes telles que Kandahar et dégraisse généralement ses forces d'occupation, elle maintient au profit des gouvernementaux qui prennent la relève ses conseillers, son ravitaillement en moyens de combat, et l'intervention active de son aviation là où les troupes de Najibullah sont en difficulté, ce qui est fréquent. De leur côté, les Moudjahiddine passent à l'offensive, souvent avec succès, partout où le repli soviétique leur offre une occasion favorable. Leur ravitaillement en armes, à ce jour, ne paraît pas tari; la disparition du président du Pakistan, Zia ul-haq, n'a pas, ou pas encore eu à cet égard les effets négatifs redoutés. D'ailleurs, les Soviétiques maintenant ou mettant en place de nombreux «assistants» militaires et ne faisant aucun mystère de leur volonté de poursuivre leur soutien et leurs fournitures à l'armée gouvernementale, les amis des résistants sont fondés à faire de même. C'est le prétexte saisi fin septembre par Moscou pour justifier l'interruption du retrait, une interruption dont l'insuccès de l'armée de Kaboul pourrait bien être la véritable raison.

Le moment où les millions d'exilés afghans pourront regagner leurs villages détruits et leurs champs ravagés n'est donc pas encore venu. Leur rapatriement dépend non seulement du retrait de l'armée rouge mais encore, toute question de régime politique mise à part, du nettoyage d'un territoire infesté de mines. Tout le monde le sait, à commencer par l'ONU. Mais personne n'a encore exigé des Soviétiques qu'ils procèdent eux-mêmes à ce nettoyage. Ce serait une première réparation, mais aussi un premier aveu de leur crime de guerre. Un geste qui donnerait pourtant quelque crédit aux protestations pacifistes de M. Gorbatchev...

*

Deuxième conflit censé être en voie de règlement, celui qui oppose l'Iran à l'Irak. Au début de juillet, le drame de

l'avion civil iranien abattu par un missile de l'*USS-Vincennes* – une erreur qui a démontré que les plus perfectionnés des systèmes de détection et de conduite de tir restent tributaires de la sûreté – ou de la fragilité – de jugement des hommes qui les desservent – n'avait pas fait oublier, à Téhéran, le poids des succès que l'armée irakienne avait remportés, depuis la mi-avril, sur le théâtre terrestre des opérations, succès qui, s'ajoutant à la déconfiture économique de l'Iran et à la crise politique ouverte par la perspective de la succession de l'imam Khomeiny, amenèrent Téhéran à accepter, le 18 juillet, un cessez-le-feu pour le 20 août.

Mais, entre-temps, l'armée irakienne avait forcé l'allure: à la mi-juillet, elle avait repris sans combat Halabja, dégagé la province de Sulaimaniya, creusé une large poche en territoire iranien dans la partie basse du Louristan; et son offensive se poursuivait encore après le 18 juillet. La réaction iranienne resta essentiellement défensive, peut-être dans l'attente de l'entrée en opérations d'un complément de moyens aériens acquis de droite et de gauche, complément qui laissera toutefois l'aviation irakienne dans une supériorité numérique de 4 à 1. Ainsi rassuré, Bagdad a cru devoir profiter de l'instauration de la trêve pour régler son compte à sa minorité kurde accusée de complicité avec l'ennemi iranien. La chasse aux Kurdes refoulés vers la Turquie, peut-être avec le recours aux armes chimiques, n'a évidemment pas apporté de solution au problème d'un peuple écartelé entre quatre pays qui s'en servent à l'occasion mais qui lui refusent unanimement le droit à une existence nationale. Quant aux négociations ouvertes le 25 août à Genève grâce à l'entremise personnelle de M. Pérez de Cuellar, si elles ont paru d'assez bon augure aux Etats-Unis, à la France et à l'Italie pour justifier la démobilisation de leurs dispositifs navals dans un golfe Persique où les flottes marchandes ont retrouvé leur liberté d'action, elles s'achoppent aux exigences contraires des deux belligérants. Téhéran tient à faire reconnaître l'Irak comme le premier agresseur, responsable d'une guerre de huit ans. Bagdad conteste la frontière que l'accord de 1975 a fait passer par le talweg du Chatt-el-Arab et prétend le reporter à la rive iranienne.

Et puis, conséquence prévisible de la liberté d'action que pourrait retrouver l'Irak, Israël craint derechef une offensive arabe dans laquelle se réuniraient les forces irakiennes, celles de la Syrie et peut-être aussi de l'Arabie saoudite qui passe un volumineux contrat d'armement avec des fournisseurs britanniques. La confrontation militaire irako-iranienne s'assoupissant, le report de la tension sur son ancien foyer israélo-arabe ne peut en effet être exclu. La liquéfaction du Liban et l'abandon de la Cisjordanie par le roi Hussein ne sont certes pas faits pour écarter ce péril.

Troisième conflit entré dans la voie de la négociation: celui de l'Afrique australe. Les pourparlers patronnés par les Etats-Unis et, en échelon refusé, par la Grande-Bretagne, ont abouti le 8 août à un cessez-le-feu temporaire admis par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba. Le premier, le Gouvernement de Pretoria, a passé aux actes en retirant du sud de l'Angola les quelques milliers de combattants qui avaient prêté main-forte à l'UNITA en rébellion contre le régime de Luanda. Ce retrait était achevé à la date du 30 août. Mais les 40 000 à 50 000 Cubains qui épaulent les troupes angolaises sont toujours là, bien que le principe de leur évacuation ait été accepté par La Havane.

Car cette évacuation laisserait l'armée angolaise seule opposée aux forces de l'UNITA, avec des chances de succès qui, au vu des affrontements antérieurs, paraissent plutôt minces. De plus, l'accession éventuelle de la Namibie – sous mandat sud-africain – à l'indépendance dépend en premier lieu du départ du corps expéditionnaire cubain. C'est la condition posée par Pretoria, qui a de bonnes raisons de croire que, privée de ses sanctuaires angolais et du soutien cubain, la SWAPO ne pourrait imposer son pouvoir dans le Sud-Ouest africain. Et comme les Cubains sont en Angola pour servir les intérêts stratégiques de l'URSS, le tout est donc en définitive de savoir si la grande manœuvre engagée par M. Gorbatchev peut s'accommoder de ce décrochage.

On est donc loin du compte. Mais quoi qu'il en soit de l'issue du conflit angolais et du sort de la Namibie, il est d'ores et déjà acquis que l'Afrique du Sud n'abandonnera pas, au profit d'une Namibie indépendante et surtout de ceux qui voudraient profiter de cette indépendance, son importante base navale de Walvis Bay sur la côte atlantique. Question de sécurité pour l'Union sud-africaine, mais aussi pour le monde occidental, y compris pour les Etats-Unis qui, tout fanatisme idéologique mis à part, auraient intérêt à ne pas laisser les Soviétiques ou leurs alliés s'implanter plus profondément sur la route maritime circumafricaine.

*

Dans la Corne de l'Afrique, l'armée du président Syad Barré ne s'est dégagée à l'amiable de la confrontation frontalière avec les troupes éthiopiennes que pour se retrouver aux prises, dans l'ancienne Somalie britannique, avec l'insurrection, en pleine recrudescence cet été, du Mouvement National Somalien. Une affaire qui n'est pas grave que pour le seul gouvernement de Mogadiscio, si l'on songe que cette guerre interne se joue à proximité du golfe d'Aden. En revanche, dans un autre angle du continent, le plan présenté le 11 août par M. Pérez de Cuellar au Maroc et au Front Polisario a été bien accueilli par les deux parties. Reste à rendre effectif le cessez-le-feu au Sahara occidental et à mettre sur pied un référendum d'autodétermination accepté dans son principe.

Semblable espoir fragile, mais réel, de pacification est encore refusé à l'Indochine. Parce que les forces vietnamiennes réduites en nombre au Cambodge comme au Laos n'en continuent pas moins d'y exercer leur pouvoir d'occupation. Et aussi parce que «la paix au Kampuchea» n'a, semble-t-il, pas grand-chose à attendre de la palabre itinérante que le mouvement des non-alignés promène de l'Indonésie au Zimbabwe. Cela étant, la région retient actuellement l'attention pour d'autres raisons: M. Gorbatchev a offert de renoncer à Cam Ranh, l'une des bases indochinoises qu'il a héritées des Américains, si ceux-ci lâchaient leurs bases de Clark et de Subic Bay aux Philippines. Bien entendu, Washington n'a pas marché, car ses points d'appui philippins sont pour lui essentiels à la couverture de la zone du Pacifique comme au soutien de ses amis japonais et coréens face au puissant système offensif soviétique de Sibérie orientale.

Mais la démarche soviétique est bien caractéristique d'un procédé que M. Gorbatchev n'a pas inventé et qui consiste à lancer dans les jambes des Occidentaux des propositions que le Kremlin sait irréalistes mais de nature à nourrir les illusions pacifistes en Europe. On en a eu cet été d'autres exemples: la rumeur selon laquelle l'URSS pourrait retirer ses troupes de Hongrie; l'offre de discuter avec les Européens uniquement le rééquilibrage militaire du continent.

Cela ne change naturellement rien au fait que, à ce jour, l'armée rouge reste présente, avec un total de 30 divisions et l'armement classique et nucléaire correspondant, dans les quatre pays satellites de la République «démocratique» allemande, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne. Ce sont là des données concrètes dont la défense occidentale doit tenir compte, et qui motivent sa volonté d'obtenir un ensemble de réductions asymétriques sans lesquelles le Pacte de Varsovie conserverait sa supériorité actuelle.

Revendication d'autant plus compréhensible que l'Occident doit compter, dans deux pays au moins, avec l'affaiblissement du dispositif européen des Etats-Unis. L'accord avec la Grèce arrive à échéance, et le gouvernement d'Athènes entend visiblement réduire en nombre et en importance les bases américaines en territoire hellénique. L'Espagne vient de passer avec Washington un accord laborieux excluant la présence d'armes nucléaires, fermant l'une des bases – celle qui hébergeait les F-16 dont le transfert en Italie est d'ores et déjà décidé – et réduisant globalement de moitié la présence des forces américaines en territoire espagnol. Deux mesures qui seraient entièrement justifiées si les deux pays européens en cause étaient capables de compenser par leurs propres forces cette perte sèche de la capacité de défense occidentale, et décidés à le faire. Ce qui reste à démontrer.

J.-J. C.
5.10.88